



CTM

finances
Solidaires

Une reconnaissance attendue ...

Ce 16 novembre s'est tenu le Comité Technique Ministériel dit Budgétaire. Traditionnellement présidé par les ministres ce-lui-ci s'est tenu pendant une heure en présence du seul ministre délégué aux Comptes Publics O. Dussopt. Les fédérations des finances attendaient des réponses à leur courrier adressé le 6 octobre dernier, mais celles-ci (sur lesquelles nous reviendrons dans notre compte rendu), n'ont pas été loin s'en faut hélas à la hauteur de ce que nous attendions pour les agents et les agents, les missions, le service public. Vous trouverez ci-dessous notre intervention après celle du ministre pour laquelle et compte-tenu du temps imparti, nous avons fait le choix d'être brefs afin de permettre à chacun de s'exprimer.

Le Comité Technique étant en principe consacré à la présentation du budget 2022, nous nous interrogeons toujours après votre intervention sur un nombre de points qui ressemblent un peu à une forme de magie « lolfienne » :

- Nous observons des fortes disparités entre l'évolution des ETP et celles des PAE. Quelles sont les évolutions des emplois dans les différentes directions et services (« en vrai ? » ...) ?
- Quel est ce mystérieux transfert concernant les opérateurs du secteur des métaux précieux ? (Qu'aucune des deux directions ne semble pouvoir valablement expliquer ?)

Nous voulons surtout revenir sur la lettre unitaire des fédérations des Finances du 6 octobre 2021.. . Cette dernière tentait la gageure d'opérer une double synthèse :

- la première concerne d'une part, la situation du Ministère et le ressenti général des agents.

Sur ce point, nous ne dressons pas le même constat que vous. Toutefois, et sans vouloir y mettre une forme de défi (quoique ...), nous sommes toujours curieux de voir comment on pourrait nous démontrer – de manière étayée – que notre bilan est largement inexact et/ou trop pessimiste.

- la seconde porte sur sept éléments majeurs (liste non exhaustive...) sur lesquels les agents et les agentes attendent tout à la fois des réponses, un cap clair et un souffle, permettant de pratiquer une forme de « relance » s'agissant du climat général dans le Ministère.

L'époque étant ce qu'elle est, nous allons nous dispenser d'une rhétorique qui n'est peut-être pas au goût du jour (même si nous le regrettons...). Nous aurions souhaité une réelle prise de conscience, même si connaissant les options du gouvernement, nous ne nous attendions pas, ni au Grand Soir, ni à la satisfaction complète sur les thèmes identifiés. Nous attendions simplement de voir où le curseur allait se situer. A l'évidence, le compte n'y est pas.

Nous vous proposons une ébauche tout à fait lapidaire de ce que nous aurions espéré entendre pour dire que nous sommes "peut-être ..." enfin partis sur une meilleure voie :

- sur le devenir des missions et leur renforcement, c'était par exemple d'énoncer clairement que Bercy allait jouer son rôle de régulateur de manière très offensive et, entre autres, de dire sans ambages, qu'une éventuelle mise en suspens de la politique des contrôles sur l'ensemble de nos champs était une pure vue de l'esprit.
- sur l'organisation du Ministère et des directions, que le mercato sans fin des missions ne peut se prolonger, en tout cas pas sans qu'on sache vraiment où il finira par s'arrêter ... Et, s'agissant des relations avec les autres ministères, que les sphères allaient être clairement balisées par un arbitrage gouvernemental. De notre point de vue, les ravages de l'interministérialité ne font qu'empirer au fil du temps.
- pour la reconnaissance réelle de l'engagement des agents, ce sont des traductions concrètes qui étaient attendues, contrairement aux LDG qui nient tout engagement collectif au profit du chacun pour soi. A part l'initiative à la DGFIP où tout le monde a fait preuve de responsabilité, à commencer par l'intersyndicale concernée, nous ne voyons pas grand chose venir ...

Sur cet accord nous voulons avoir confirmation que le budget alloué au cadre de vie n'obérera pas celui alloué à la politique ministérielle d'hygiène, santé, sécurité et conditions de travail.

.../...

A notre sens, l'ensemble des agents et des agentes s'étant fortement engagé, pour **Solidaires Finances**, c'est le Ministère dans son ensemble qui doit être salué de cette façon. De même, dans ce souci de dimension ministérielle forte, l'IMT doit être harmonisée au niveau le plus haut. Plus qu'une question pécuniaire, c'est une question de justice et d'égalité de traitement.

- s'agissant des perspectives en matière d'effectifs, nous n'avons pour l'instant que le cadre du PLF qu'on ne peut qualifier de follement réjouissant ! Par souci de transparence, nous aurions aimé savoir, à titre d'exemple, à quel niveau, selon vos vues, la prodigieuse dégringolade des effectifs de la DGFIP devrait s'arrêter. Ces attaques continuelles contre les effectifs sont autant d'attaques contre les citoyen.ne.s et leur accès, physique et de proximité aux services publics.
- en ce qui concerne la préservation des politiques ministérielles, nous attendions des engagements et des moyens permettant de conclure que celles-ci continueraient à avoir une forme de force obligatoire qui s'imposerait à l'ensemble du Ministère.
- pour notre action sociale ministérielle, nous guettons le signe qu'il y a un avenir à cette dernière et non son lent sacrifice sur l'autel de la rigueur budgétaire et de la gestion managériale.

Au moment où la cohésion du Ministère est particulièrement remise en cause, l'action sociale constitue une sorte de référence unique qu'il faut à tout prix préserver : elle bénéficie à l'ensemble des agent.e.s.

➤ enfin, s'agissant du sacro-saint « dialogue social » mis à toutes les sauces, là, c'est plutôt un pari sur l'avenir, alors même que ses principaux outils ont été massacrés et que les agent.e.s voient amoindris leurs droits à se défendre. L'impression actuelle est qu'on cumule les réunions sur des thèmes unilatéralement choisis par l'administration. La qualité dudit dialogue social ne se mesure pas à cela seulement. Pour nous, elle est fonction de quatre critères : un contenu, une qualité d'échanges, une réelle volonté de prise en compte et le respect dû à toutes les parties, dans le respect de la représentativité.

Comme vous pouvez le constater, notre diagnostic général est, pour l'heure, assez éloigné du vôtre.

Si nous nous hasardons à une esquisse de bilan du point de vue syndical, vous ne couperez pas aux plusieurs milliers d'emplois supprimés durant ce quinquennat et à la perte de sens au niveau des missions, constat qui remonte de nombreux agents.

Reste à voir si les choses peuvent s'améliorer ... ou non.

Afin d'accompagner vos réflexions, nous attirons votre attention sur quelques points :

- Le climat est pour le moins dégradé « dans les rangs ». La question des conditions de travail et de leur évolution est centrale. Le recours massif au télétravail s'expliquant d'ailleurs en partie par la volonté d'échapper à cette ambiance délétère. Et la tendance générale n'est manifestement pas favorable.

Plus largement, le malaise rampant dans la Fonction Publique n'épargne pas Bercy.

- En dépassant le strict cadre du Ministère, il semble bien que, par différents aspects, nous sommes peut-être à un moment charnière, avec un futur incertain, voire inquiétant. A notre sens, tout ce qui procède peu ou prou de l'affaiblissement – voire d'une déliquescence - de l'appareil public devrait être banni. Avoir un choix inverse n'est rien moins qu'une option extrêmement dangereuse, voire mortifère.

- La situation bâtiminaire dans le ministère. Depuis plusieurs années maintenant, le gouvernement s'est engagé dans un programme de rénovation des cités administratives. 39 projets concerneraient notre ministère. Un minimum serait de nous fournir la liste exhaustive de ces 39 projets. Ces projets ont clairement un lien avec les conditions de travail. Alors que notre ministère préconise des espaces de bureau de 12m², des projets déjà ficelés en préfecture n'en comptent plus que 6 par agent.e.s. Ces réductions de surface sont imposées au motif que le télétravail réduit la présence journalière au bureau. Il est pour nous impensable d'imposer du « flex office » dans nos services. Chaque agent.e.s du ministère doit garder un bureau permanent quelle que soit sa quotité de télétravail. L'action sociale est également impactée par ces projets : les rénovations de cités administratives sont souvent l'occasion de supprimer ou de réduire les restaurations collectives. Alors que ces projets devraient être l'occasion d'investir dans le logement social et dans les crèches au profit des agent.e.s. Tout ceci ne laisse pas présager un avenir prometteur pour le Ministère et ses directions.

Les services de Bercy ont lancé une campagne de communication pour vanter les mérites de quelques travaux d'embellissement de locaux sur les sites du Ministère. Intitulé de la campagne : « vous n'allez pas reconnaître Bercy » (...). Oui, effectivement, les agent.e.s ont de plus en plus de mal à reconnaître Bercy : ce ministère, qui il y a peu était qualifié de « forteresse », est (était?) un pilier de l'action de l'État.

Aujourd'hui, les propres agent.e.s du ministère font le constat d'un certain affaiblissement, et pour **Solidaires Finances** cela reflète la situation inquiétante du ministère, de ses missions et de leur rôle au service de la collectivité.